

Renault Rueil :
Le désamiantage a
commencé... avec 50
ans de retard

l'étincelle

Licenciements à Bursa :
Renault sème la
terreur pour briser
toute résistance

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 15 mars 2016

Comme un air de printemps

Entre 224 000 et 500 000 manifestants dans la rue le 9 mars dans toute la France ! 1,2 million de signatures pour la pétition contre la loi Travail sur internet. En moins de trois semaines, la colère s'est exprimée, s'est organisée, a manifesté. Un spectre hante le patronat, le gouvernement, la gauche, la droite : celui d'avoir à remballer ce projet, qui est une attaque généralisée contre le monde du travail et la jeunesse.

Des « corrections » qui ne changent rien

Des dizaines de milliers de salariés ont défilé : cheminots en grève, ouvriers de l'automobile, du public, du privé, de toutes les branches, de tous les secteurs, avec les étudiants et lycéens. Ils se sont tous rejoints dans la rue contre la loi El-Khomri.

François Hollande exclut le retrait de la loi et Valls a annoncé des « corrections » que certains syndicats complaisants se sont empressés de saluer.

Mais qu'y aurait-il à négocier ? Un plafonnement des indemnités prudhommales en cas de licenciement abusif ? Même « indicatif », ce plafonnement reste une régression pour les salariés. Et des journalistes l'ont fait remarquer eux-mêmes : ça ne concerne que 2 % des licenciements.

Le recours aux prud'hommes ne concerne que 2 % des licenciements

Par contre, les abus se multiplieront si la loi passe, puisque c'est son objectif : légaliser les chantages, à l'emploi baisser les rémunérations, flexibiliser l'emploi et les horaires, et faciliter les licenciements.

Il y a le patronat, la gauche, la droite... « et puis il y a nous ! »

Personne n'est dupe. Car, au-delà de la loi, ce sont bien d'autres colères qui se sont exprimées. Contre l'exploitation débridée et les chantages que nous subissons partout, ceux que les patrons imposent et que le gouvernement dit de Gauche veut autoriser, légaliser et amplifier.

« Comment ai-je pu voter pour eux ? » entend-t-on dans toutes les entreprises.

La presse et le gouvernement tentent de rassurer : la loi ne changera pas grand-chose à ce qui se fait déjà. En effet, inutile de rappeler toutes les mesures

prises depuis l'arrivée d'Hollande : des accords de compétitivité et de flexibilité aux lois Macron, en passant par les crédits d'impôt et exonérations aux plus gros licenciés du pays. Mais c'est précisément cela dont les salariés ne veulent plus. Un ouvrier de l'automobile le disait cette semaine, exprimant le sentiment de bien d'autres : « *Il y a la gauche, la droite et le patronat, et puis il y a nous !* ».

La mobilisation continue et doit s'amplifier

Les étudiants restent mobilisés, dans toutes les universités de France. Ils montent des comités de mobilisation, ils se coordonnent.

Des contacts sont pris entre les jeunes, les cheminots et les salariés de certaines entreprises.

C'est ce qu'il faut généraliser : partout où c'est possible, que les jeunes aillent voir les salariés. Et réciproquement, que les salariés s'invitent aux assemblées générales étudiantes pour discuter et se retrouver lors de journées de mobilisation.

Le 17 mars, les jeunes appellent de nouveau à se retrouver dans la rue. Des structures syndicales (la CGT Métallurgie notamment) appellent à se mobiliser ce jour-là. D'autres journées sont prévues dans la foulée, le 24, le 31 mars...

Comme le dit la presse, les manifestants ont gagné une première manche la semaine dernière : en popularisant l'idée non seulement que cette loi est révoltante mais, également, que tous ensemble, ces prochaines semaines, nous pouvons faire plier ce gouvernement, la gauche, la droite et le patronat.

Le 17 mars, tous dans la rue aux côtés des étudiants et des lycéens !

BNP : La banque d'un monde qui énerve

Pour toucher sa prime d'intéressement cette année, c'est le parcours du combattant. Par internet, il faut d'abord retrouver son mot de passe et son identifiant envoyés dans des courriers séparés par la BNP Paribas. Ensuite, s'y retrouver parmi les liens et les cases à cocher. Sans compter les messages dissuasifs du style : mieux vaut laissez cet argent à la BNP car vous ne paierez pas d'impôt... Sinon, il y a toujours le courrier à envoyer par la Poste. En espérant que tout a bien marché. Se démener face à une banque pour pouvoir toucher son argent : est-ce normal ?

De l'inégalité parmi les primes

Cette année, les APR ne toucheront aucune prime, 40 % des ETAM auront une prime de 500 ou 800 €. La prime de performance des cadres L3C et L3B sera en moyenne de 4,5 % de leur forfait, soit en moyenne 2300 €. La prime des cadres L3A sera en moyenne de 7,3 % de leur forfait, soit 4700 €. Le montant de la prime des cadres occupant des postes côtés L2 et L1 est, comme d'habitude, tenu secret, mais on peut parier qu'ils seront encore mieux servis. Bref : plus tu gagnes et plus tu touches de prime !

Promus, comptez-vous !

Selon la direction, la durée moyenne entre deux promotions serait de 7,4 ans à Guyancourt. Sauf que cette durée ne concerne que les salariés promus dans l'année, soit 7 % des effectifs en 2015. Quid des 93 % restant ? Ils stagnent sûrement plus de 7 ans dans le même coefficient ou la même position !

mavie@nestpasquerenault

Ma vie chez Renault, ce serait un travail reconnu, dans de bonnes conditions et sans surcharge, un vrai pouvoir de contrôle et de décision sur l'entreprise, des augmentations de salaires égalitaires... Eh bien non : mavie@renault, c'est juste le nom du nouvel intranet RH. Mis en service hier sans prévenir, c'est à chacun de s'y retrouver dans les nouveaux menus. Ça aussi, c'est ma vie chez Renault.

A travail égal, salaire égal

A Guyancourt, les femmes ingénieurs et cadres gagnent en moyenne 12,5 % de moins que les hommes. L'écart est de 12,2 % chez les agents de maîtrise, 5,6 % chez les techniciens et de 17 % chez les employés. Et il n'y a toujours aucune femme parmi les 10 plus hauts salaires. Un bilan dont la direction se garde bien de parler dans sa com'.

Une discrimination précoce

A ancienneté égale, le forfait moyen des femmes cadres de position 1 (jeune débutante sortant de l'école) est de 2000 € inférieur à celui des hommes. L'inégalité commence dès l'embauche.

Bilan socialement négatif

En 2015, il y a eu 241 recrutements externes en CDI sur l'établissement de Guyancourt, contre 851 départs d'après le bilan social. Si l'effectif total reste stable, c'est grâce aux mutations venant des filiales et aux statuts précaires en hausse (412 stagiaires et 471 apprentis). A part ça, il paraît que Renault embauche.

Obligatoire et inadapté

Sur 218000 h de formations dispensées en 2015 à Guyancourt, la formation obligatoire « *Séduire et satisfaire le client* » arrive en tête avec 33000 h. Pour un résultat très mitigé, puisqu'un grand nombre de salariés l'ont jugée inadaptée à leurs besoins. Une formation obligatoire qui ne sert pas à grand-chose... sauf à gonfler les bilans et la com'.

Réorganisationite aiguë à la DQ

Après la réorganisation de la Direction de la Qualité en Octobre 2015 (création de la DQSC) et en Janvier 2016 (pour une cinquantaine de salariés), deux nouvelles réorganisations sont prévues à la DQ en avril 2016 (convergence Renault/Nissan), puis en mai 2016 (Qualité Commerce). Quatre réorgs en sept mois : ça s'arrête quand ?

Pas de prescription pour le mensonge

Une partie du site Renault de Rueil, rachetée par la mairie, est en cours de démolition. Le désamiantage a commencé en novembre dernier. La direction avait pourtant assuré pendant des années qu'il n'y avait pas d'amiante. Plusieurs salariés de Rueil sont morts de cancers, de nombreux autres sont malades, tous doivent vivre sous cette menace. On n'en serait pas là si Renault avait tout fait pour protéger les salariés.

Champion F1 de la retraite dorée

Jérôme Stoll, Directeur Délégué à la Performance et numéro 2 de Renault, vient de faire valoir ses droits à la retraite. Ghosn l'a aussitôt nommé Président de Renault Sport Racing (F1). Les salariés partis en DA ou en retraite n'ont pas les mêmes égards.

Renault-Erdogan : même combat

En Turquie, le gouvernement d'Erdogan a décidé d'écraser toute contestation. Et Renault lui prête main-forte. A Bursa, la direction a annulé les élections de délégués obtenues suite à la grève de mai 2015, et prévues le 29 février. Elle a fermé l'usine ce jour-là et licencié 10 salariés, dont 2 leaders de la grève. Le lendemain, la police a réprimé violemment les 2000 ouvriers qui manifestaient en réaction. 500 policiers sont entrés sur le site pour briser l'occupation. Bilan : des dizaines de blessés et d'arrestations, 200 salariés licenciés ou sur le point de l'être. La DRH de Renault, M-F Damesin, peut toujours signer un accord mondial sur la « responsabilité sociale ». Pour ce que ça vaut.